

n°356 22/01/2013 2€50

# Rouge & Vert

LE JOURNAL DES ALTERNATIFS



**LE MEDEF EST FORMEL :**

**PAS DE MODERNISATION DU DIALOGUE SOCIAL SANS RÉDUCTION DE LA LONGUEUR DE LA LAISSE DES SALARIÉS.**

## Accord national interprofessionnel une régression

Le titre du texte signé le 11 janvier dernier à l'issue de trois mois de négociations - menées dans une grande discrétion - par MEDEF, CFDT, CFTC et CGC, annonce la couleur : « Accord national interprofessionnel pour un nouveau modèle économique au service de la compétitivité des entreprises et de la sécurisation de l'emploi et des parcours professionnels des salariés ».

Immédiatement salué par le Président de la République comme un « succès du dialogue social » qui doit être transcrit tel quel dans la Loi, ce texte a entraîné dans les médias plus de commentaires que d'explications de texte. Ce qui est très dommage au regard de son contenu désastreux.

Le crescendo des cinq titres qui le structurent est d'ailleurs tout à fait explicite : « 1 : Créer de nouveaux droits pour les salariés afin de sécuriser les parcours professionnels. 2 : Renforcer

l'information des salariés sur les perspectives et les choix stratégiques de l'entreprise pour renforcer la gestion prévisionnelle des emplois et des compétences. 3 : Donner aux entreprises les moyens de s'adapter aux problèmes conjoncturels et de préserver l'emploi. 4 : Développer l'emploi en adoptant la forme du contrat de travail à l'activité économique de l'entreprise. 5 : Rationaliser les procédures de contentieux juridique. »

Côté gouvernemental, le ministre du travail, Sapin, estime que c'est la « preuve que la France est capable de mettre en place une démocratie sociale moderne », tandis que le Premier Ministre, Ayrault, affirme que « par son ampleur » c'est « le plus important accord depuis plus de trente ans » parce qu'il « s'inscrit dans cette perspective de faire en sorte que notre pays gagne en compétitivité économique ».

Le MEDEF s'affiche tout aussi

### VIE DES ALTERNATIFS

#### EDUCATION

La commission Education des Alternatifs organise un week end de travail sur les questions éducatives ouvert à toutes les personnes intéressées par ce thème :

**samedi 2 et dimanche 3 mars**  
40 rue de Malte Paris 11eme metro Oberkampf

#### JOURNEES DE REFLEXION : QUELLES TRANSFORMATIONS DE L'ECOLE

##### SAMEDI

9h30-12h00 : La nouvelle loi d'orientation pour l'Ecole : rupture ou continuité ?

14h30-17h00: La construction de « l'échec scolaire » :

- Quels enjeux sociaux, territoriaux, politiques ?
- Quels leviers de transformation ?

##### DIMANCHE

9h30-12h00 : les alternatives : Quelles expériences (pratiques pédagogiques, structures) innovantes, autogestionnaires, émancipatrices ?

14h30-17h: Quelles pistes pour un projet alternatif pour l'Ecole, dans une optique autogestionnaire et émancipatrice ?

Avec la participation de nombreux intervenant-e-s extérieur-e-s (acteurs/actrices de transformations concrètes ou travaillant sur les questions d'éducation) et des représentant-e-s de composantes de la gauche alternative. ■



LE DEVELOPPEMENT DE LA PRESSE AUTOGESTIONNAIRE REPOSE SUR L'ENGAGEMENT DES ADHERENT/E/S ET DES SYMPATHISANT/E/S DES ALTERNATIFS COMME SUR L'AUGMENTATION DU NOMBRE D'ABONNEMENTS. DE NOMBREUX ABONNEMENTS A ROUGE & VERT SONT UN ENCOURAGEMENT A RENFORCER NOTRE ACTIVITE, ET NOUS EN DONNENT LES MOYENS. NOUS COMPTONS SUR TOUS

# Rouge & Vert

## Je m'abonne!

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Je m'abonne à «Rouge et Vert» et à la «Lettre des élu-e-s»

Je rejoins les Alternatifs en 2013

Ci-joint chèque de 50 euros à l'ordre de Rouge et Vert

Merci de faire parvenir ce bulletin et le chèque à :  
Les ALTERNATIFS 40, rue de Malte 75011 Paris



40, rue de Malte 75011 Paris Courriel : [contact@alternatifs.org](mailto:contact@alternatifs.org)  
tel. 01 43 57 44 80 fax. 01 43 57 64 50

Commission paritaire n° 1013 P 11445 ISSN 1146-3961

Directeur de publication : J.J. Boislaroussie,  
Coordination et maquette : M. Colloghan

Ont collaboré à ce numéro :

JEAN-JACQUES,  
BOISLAROUSSIE,  
BRUNO DELLA SUDDA,  
JULIEN DOUILLARD,  
JACQUES FONTAINE,  
MADOUÇ,  
JACQUES THOMAS,  
DANIEL TOURTAUD,  
ET ROGER WINTERHALTER



Edité par la SARL SECA (Société d'Édition et de Communication des Alternatifs)  
SARL au capital de 4000€ RCS Paris B448 326 835 durée : jusqu'au 28 avril 2063. Gérant : R. Mérieux

imprimé par Expressions II :  
01 43 58 26 26

[WWW.ALTERNATIFS.ORG](http://WWW.ALTERNATIFS.ORG)



pour la sécurisation de l'emploi :

# sociale désastreuse

laudatif. Pour sa présidente, cet accord « va donner aux entreprises, aux petites comme aux grandes, de nouveaux outils pour pouvoir s'adapter, pour pouvoir faire face à la conjoncture et même aux ruptures technologiques ». « C'est totalement un accord historique, en tout cas il le sera quand il sera voté par le Parlement. Il est tout-à-fait essentiel que le Sénat et l'Assemblée nationale respectent, à la lettre, le texte » a précisé Laurence Parisot ajoutant que le contenu de cet accord du 11 janvier est « profondément innovant, parce qu'il couvre un champ très large de la vie du travail, de la vie sociale, parce qu'il va transformer la gestion des ressources humaines. » Principal syndicat signataire, la CFDT explique que « négociation oblige, elle a évidemment dû faire des concessions par rapport à son mandat initial, alors que le patronat s'est montré intraitable », mais qu'en l'état cet accord constitue « un texte ambitieux pour l'emploi et les parcours professionnels des salariés ».

Du côté de la majorité syndicale justement opposée à ces reculs, la CGT explique que « ce texte marque une grave régression des droits sociaux des salariés et va à contrario des objectifs fixés par la « Grande Conférence sociale » et celle de la « lutte contre la pauvreté ». Il contient de multiples dispositions pour faciliter les licenciements et accentuer la flexibilité ... La thèse du MEDEF est le principal fil conducteur de cet accord : « les licenciements d'aujourd'hui feront les emplois de demain ». Il serait inconcevable que la majorité parlementaire et le Gouvernement, issus des élections de mai 2012, entérinent dans la loi les reculs sociaux dictés par le MEDEF »

Même son de cloche du côté de Force Ouvrière : « Au nom du principe dangereux selon lequel il faut d'abord pouvoir licencier pour pouvoir embaucher, ce projet d'accord est profondément déséquilibré » Il « inscrit le social comme variable d'ajustement d'une politique économique de rigueur tant au plan national qu'euro-péen. En terme de flexibilité (accords dits de maintien de l'emploi avec la baisse des salaires – nouvelles procédures pour les PSE – mobilité interne forcée

– CDI intérimaire – CDI intermittent...), le projet d'accord constitue une remise en cause importante des droits des salariés. Il en est de même pour la sécurisation judiciaire des employeurs au détriment des salariés ».

De son côté la FSU, scandaleusement exclue avec Solidaires et l'UNSA de ces négociations nationales, souligne que « dans les faits, le MEDEF a tout au long de la négociation continué à peser pour pouvoir licencier sans motif, tout en exigeant toujours plus des salariés », tandis que, de son côté, Solidaires affirme que « cet accord institutionnalise davantage la précarité par la généralisation des contrats de projets et les contrats à durée indéterminée intermittents, instaure une super-flexibilité par de nouvelles mesures de mobilité, la généralisation de l'accord compétitivité/emploi, et de nouvelles modalités pour les PSE, en se dégageant systématiquement des obligations légales et conventionnelles du licenciement économique, spolie les salariés-es par une barémisation plafonnée en cas de licenciements sans cause réelle et sérieuse, réduit les délais de recours des syndicats en matière de licenciements économiques collectifs et de contestation aux prud'hommes ».

Le gouvernement Hollande-Ayrault avait fait de cette négociation sur la « sécurisation de l'emploi » un enjeu majeur en appelant même à un « compromis historique ». Il s'agissait pour lui, en réalité, de répondre aux injonctions de l'Union européenne et du patronat pour augmenter la compétitivité des entreprises en imposant plus de flexibilité, c'est-à-dire en facilitant les licenciements et les modulations salariales. Si cet accord répond parfaitement à cet objectif, il est aujourd'hui largement minoritaire et donc, politiquement, c'est heureusement loin d'être gagné.

En effet ce texte ne devrait venir devant le Parlement qu'en mai prochain. Il reste donc au minimum 100 jours pour le décortiquer, l'expliquer et, avec tous les syndicats et syndicalistes opposés à cette régression, construire une opposition sociale à ce qui est en l'état une capitulation désastreuse face aux exigences libérales de la Troïka (FMI, UE, BCE) et du MEDEF. ■

Julien DOUILLARD

## COMMUNIQUE DES ALTERNATIFS 18 JANVIER ACCORD DE « WAGRAM » ; PREMIERS DEGATS

**L'**annonce par la direction de Renault de 7500 suppressions d'emplois, sans licenciements mais contre l'acceptation de l'abandon des 35 heures, est une première mise en oeuvre de l'accord de «Sécurisation de l'Emploi et des Parcours Professionnels» signé par le patronat, la CFDT, la CGC et la CFTC.

En effet cet accord va généraliser et ériger en système les chantages à l'emploi hier limités à quelques entreprises.

Ainsi, chez Renault, tous les sites sont concernés.

Malgré des capacités d'intervention plus grandes que chez PSA ( l'Etat est actionnaire à 15% de Renault), le gouvernement ne dit mot et consent.

De plus, il veut imposer aux parlementaires PS de voter les yeux fermés l'accord MEDEF - CFDT.

Quitte à donner un os à ronger : les député-e-s et sénateurs/trices auront toute liberté pour amender le texte à venir sur les reprises d'entreprise.

Domage que l'os manque de moelle ! La contestation des licenciements est en effet rendue très difficile du fait des délais réduits pour pouvoir agir, de l'absolution des vices de forme...

L'annonce des suppressions de postes chez Renault et la validation de l'accord de régression sociale marquent un pas supplémentaire dans la politique d'austérité du gouvernement. Mais ce pas est un pas de géant.

Même s'ils délèguent au patronat le sale boulot, Hollande et Ayrault emboîtent le pas à Rajoy, Papandreou, Socrates dans la baisse des salaires et l'abandon de droits obtenu par la mobilisation des salarié-e-s.

Les Alternatifs participeront à toutes les actions et mobilisations contre cette politique : meetings, soutien aux mobilisations sociales, contestation de la dette, soutien aux propositions de lois alternatives. ■

## POUR L'ALTERNATIVE ET L'AUTOGESTION, C'EST MAINTENANT !

Voici le texte du premier tract des Alternatifs dans le cadre de la campagne «L'alternative à l'austerité c'est possible !»

La course au profit entraîne la remise en cause permanente des droits sociaux, menace et dégrade l'environnement, plonge dans la misère des peuples entiers, comme en Grèce.

Le projet du capitalisme c'est d'augmenter toujours plus l'intensité et la productivité du travail. Son rêve : une consommation aliénante pour certains, une démocratie réduite pour toutes et tous, et la précarité pour un nombre chaque jour plus grand.

Rechercher les compromis avec le MEDEF en allant jusqu'à renoncer aux acquis sociaux, comme le fait le gouvernement et l'acceptent certains syndicats, c'est préparer des lendemains qui déchantent. C'est le cas lorsque ces accords répondent au chantage du patronat en validant les baisses de salaires au nom de la sauvegarde de l'emploi.

Nos vies valent mieux que leurs profits : l'humain d'abord ! C'est pour cela qu'il faut imposer une autre répartition des richesses, contre les spéculateurs et au bénéfice des salarié-e-s, en premier lieu des bas salaires, des chômeurs et précaires. Mais il faut aussi nous rassembler pour, ensemble, porter des alternatives :

- pour casser la spéculation financière et réorienter l'économie : appropriation sociale de secteurs clés, comme en priorité le secteur bancaire
- pour mettre en échec les plans sociaux : expropriation et reprise autogestionnaire et coopérative d'entreprises par les salarié-e-s, afin de produire mieux et autrement, en lien avec les consommateurs
- pour des produits durables et utiles, écologiquement soutenables : relocalisation et conversion sociale et écologique de la production
- pour pouvoir travailler toutes et tous : forte réduction du temps de travail, reprendre le combat pour éradiquer le chômage, interdire les temps partiels imposés.

32 heures et 4 jours sans perte de salaire, c'est plus de temps pour vivre et vivre autrement - face à la loi des patrons, de nouveaux droits pour les travailleurs et leurs syndicats, et notamment le droit de veto suspensif sur les plans de licenciements et de contrôle sur la gestion - pour en finir avec une précarisation qui met les salarié-e-s à genoux : sécurisation des parcours professionnels, avec maintien de l'intégralité du salaire et

des droits sociaux en cas de chômage, financée par les entreprises sur la base de la richesse produite et mutualisée sous le contrôle des syndicats - pour permettre l'accès de tous/toutes à l'éducation, à la santé, et aux services publics : arrêt des fermetures et des privatisations ; réquisition des logements vides, droit au logement.

- pour l'égalité des droits dans le monde du travail, combattre la précarisation de l'emploi féminin notamment les temps partiels subis, et les discriminations Indispensables, ces nouvelles conquêtes sont inacceptables pour la caste financière qui dirige l'économie, et met les gouvernements à son service. C'est pourquoi il faut changer de système, changer la société pour enfin changer la vie.

L'unité la plus large est nécessaire pour y parvenir, pour gagner, c'est pourquoi les Alternatifs, membres du Front de Gauche, participent à la campagne «l'alternative à l'austérité c'est possible !»

Et une mobilisation sociale et citoyenne, forte et durable, l'est tout autant. Luttés sociales, luttés écologiques, luttés pour l'égalité des droits, expérimentations alternatives et autogestionnaires dans l'agriculture, l'entreprise, l'éducation, la santé, la ville : il est urgent d'inventer un autre avenir. Et si l'on s'y mettait tous/toutes ? ■

## MAISONS DE RETRAITE

Sous tutelle, elle ne pouvait plus honorer ses frais d'hébergement : la nonagénéaire expulsée.

Contrainte de quitter sa maison de retraite à l'âge de 90 ans, c'est la mésaventure vécue en décembre dernier par une pensionnaire de l'EHPAD Pélisson Fontanier de Bénévent l'Abbaye, dans la Creuse, où elle résidait depuis 2008. Un établissement disposant d'une capacité d'accueil de 80 places. Placée sous protection juridique, en raison de son état de dépendance, sous mandat de l'Association sociale pour l'innovation, l'insertion, et l'accompagnement en Limousin, la vieille dame ne pouvait plus honorer ses frais d'hébergement d'après la directrice de la maison de retraite. Celle-ci indique également que le contrat de séjour incluait une clause résiliation en cas d'impayé de plus de 30 jours, et affirme avoir alerté à plusieurs reprises l'ASIIAC. En Creuse, où le tarif moyen de séjour dans les maisons de retraite s'élève à 60 euros par jour, un grand nombre de retraités ont, en raison de leurs faibles capacités financières, donc de plus en plus de mal à régler leurs frais d'hébergement ■.

Daniel TOURTAUD

Rencontre nationale des CAC le 12 janvier

## DES CAC EN EVOLUTION

La 3e rencontre nationale des CAC (Collectifs pour un Audit Citoyen de la dette) s'est tenue à la Bourse du Travail à Paris le samedi 12 janv. Une journée dense construite autour d'une alternance entre plénières et travaux en ateliers. 3 étaient à l'ordre du jour : le premier sur la dette (audit national et local, propositions pour poursuivre la dynamique), le second sur l'austérité, la crise, les banques et la proposition de «tribunal de la crise», enfin le dernier sur l'Europe, la préparation de l'altersummit à Athènes début juin et la proposition de «caravanes européennes».

Cette réunion, à laquelle ont participé 130 militant.es de diverses régions (nous étions 160 en janv. 2012 et près de 200 l'après-midi en juin). Une synthèse des

réalités locales a été présentée à partir des retours des Comités locaux : près d'une cinquantaine de retours sur les 75 Collectifs départementaux répertoriés. Les CAC restent donc une réalité militante non négligeable et un cadre militant et unitaire indispensable qui rassemble des forces associatives type ATTAC ou le CADTM, politiques (comme les Alternatifs et d'autres organisations du Front de Gauche, NPA ou EE-LV) et syndicales (Solidaires, FSU ou fédérations CGT). Reste que les CAC ont parfois du mal à se développer, l'activité reposant beaucoup sur des militant.es pris par de multiples tâches par ailleurs...

Au final, la réunion s'est terminée sur les conclusions suivantes : - un groupe de travail sera mis en place sur

## CHAÎNE HUMAINE CONTRE LE NUCLEAIRE le 9 Mars à l'appel du Réseau Sortir du Nucléaire

**D**émesurément dangereux et coûteux, le nucléaire soumet les humains et tous les êtres vivants à des pollutions et à une menace inacceptables. Hiroshima, Tchernobyl, Fukushima : aucune autre technologie n'a créé en si peu de temps des catastrophes si « durables ». Avec 58 réacteurs, le parc nucléaire français représente un risque majeur, pour nous et nos voisins européens. Attendrons-nous que la centrale de Nogent-sur-Seine, à 95 km de Paris, devienne le Fukushima français ? Cette industrie met ses propres salariés en danger, des régions entières à travers le monde sont polluées par l'extraction de l'uranium, de surcroît la fameuse « indépendance énergétique » qu'elle promet est un mythe. Non seulement le nucléaire ne peut pas freiner le réchauffement climatique, mais il produit des milliers de tonnes de déchets toxiques ingérables et entretient des habitudes de consommation qui ne sont pas soutenables.

1. Heureusement, le nucléaire n'est pas une fatalité ! Déjà, de nombreux pays ont fait le choix de sortir du nucléaire, créant ainsi des centaines de milliers d'emplois. Nous n'avons pas besoin de prolonger la vie de nos centrales vieillissantes, ni d'en construire de nouvelles ! Une révolution énergétique, nécessaire et urgente, offre une formidable opportunité pour l'emploi, la santé et la démocratie. Le nucléaire a été imposé sans aucun débat ; mais imaginer de nouvelles manières de produire et consommer l'énergie, c'est l'affaire de tous !

2. Ensemble, nous pouvons agir et c'est le moment de le faire !

Le 11 mars 2012, un an après la catastrophe de Fukushima, 60 000 personnes ont formé une immense chaîne humaine de Lyon à Avignon pour réclamer la sortie du nucléaire. Pour toute réponse, le nouveau président n'a promis que la fermeture hypothétique d'ici 2017 d'une seule centrale, Fessenheim. Continuons sur notre lancée pour obtenir une décision de sortie du nucléaire !

Le 9 mars 2013, rejoignez-nous à Paris lors de cet événement national pour mettre la pression sur les décideurs politiques et économiques. Alors que se prépare, avec un débat tronqué, une loi qui engagera notre pays dans des choix énergétiques fondamentaux, l'heure est à la mobilisation ! Face au pouvoir de l'argent et aux mensonges de l'Etat et de l'industrie nucléaire, nous pouvons l'emporter par la force du nombre et de la détermination. Pour cela nous avons absolument besoin de vous !

Chaîne humaine nationale :  
En solidarité avec les victimes de Fukushima  
et pour réclamer la sortie du nucléaire  
Tous et toutes à Paris le samedi 9 mars 2013  
à partir de 13h30

Pour que cette chaîne soit la preuve vivante de notre volonté commune, pour rassembler de façon non-violente et conviviale toutes les personnes qui veulent une société sans nucléaire, chaque personne compte et nous comptons sur vous ! ■

la Commission d'enquête parlementaire proposée sur la dette publique pour relayer et amplifier l'enquête citoyenne.

- une nouvelle démarche au niveau local de « tribunal des fauteurs de crise et articulation avec les résistances sociales ». Il s'agit d'identifier les cibles (ex. : NDDL, Vinci et l'endettement de la Région...) / les mettre en accusation sous forme de courrier, débats contradictoires, appel à témoins / enfin jugement avec des formes d'action citoyenne).
- poursuite des audits citoyens locaux sur la dette avec une évolution vers une bataille plus globale contre l'austérité.
- préparation de l'Altersummit avec des échéances de mobilisation (réunions publiques, caravanes...)
- 2 textes sont en préparation : un

methodologique (sur l'action « tribunal »), l'autre davantage de fond, une sorte de nouveau document de référence avec analyse de la situation actuelle mais aussi nos propositions d'alternatives (fiscalité / banques / Europe ...)

Après l'AG de juin, qui était le signe d'un rebond après la parenthèse électorale, cette 3e AG marque une certaine évolution des CAC :  
- d'abord sur les thématiques : du thème initial de la dette publique, on passe aujourd'hui à l'austérité, à la dette sociale, à la résistance européenne ...)  
- sur les moyens d'action ensuite : l'audit citoyen de la dette, qu'elle soit locale ou nationale, se prolonge mais on s'engage aussi dans d'autres démarches (le Tribunal

## GAUCHE ALTERNATIVE

**L**aréunion de travail du samedi 19 janvier (cf. *Rouge & Vert* 355) avait pour but de poursuivre le débat sur une nouvelle convergence, puis force politique, de gauche alternative. Les Alternatifs avaient fortement poussé à ce qu'elle se tienne. Des responsables de Convergences et Alternatives, Gauche Anticapitaliste, Gauche Unitaire, FASE et des Alternatifs étaient présents ainsi que des militants.e.s non membres d'organisations politiques comme R. Martelli, C. Tricot, S. Lavignotte, C. Aguiton, J. Habel... Bref le cadre Tous Ensemble/ Appel Mediapart reconstitué, en parallèle au partenariat de 4 organisations (FASE, GA, GU et CA) avec lesquelles les Alternatifs échangent désormais

Tous nos partenaires organisés prévoient des échéances décisionnelles : fin janvier/ février GA CA FASE, début avril GU Tous débattront d'un processus pour une convergence vers une nouvelle force politique, la Gauche Unitaire étant sans doute la plus partagée sur la réponse à apporter. Le débat a fait apparaître de larges convergences, tant sur l'analyse de la situation que sur les perspectives à défendre dans le Front de Gauche ou sur une démarche de rassemblement, Catherine Tricot (Regards) insistant sur la nécessité de ne pas reconstituer une LCR bis, Christophe Aguiton sur l'apport de la dimension altermondialiste et des nouvelles radicalités. Les Alternatifs apporteront dans les débats à venir, en terme de contenus comme de structuration, leurs propositions : dimension rouge et verte, autogestionnaire du projet, révolution longue et expérimentation alternative et autogestionnaire, parti mouvement... Ces orientations sont d'ailleurs au coeur de plusieurs initiatives à venir du mouvement, et de son université d'été. Des dynamiques de convergence sont engagées dans plusieurs régions et villes, de la Bourgogne à la Provence en passant par Lyon, s'esquissent en Aquitaine et Rhône-Alpes Et confortent le bilan positif de la réunion de travail du 19 janvier. ■

Jean-Jacques BOISLAROUSSIE

des fauteurs de crise, la Commission d'enquête parlementaire, l'Altersummit...)  
- enfin le cadre-même des CAC pourrait évoluer à l'avenir vers des Collectifs d'Action Citoyenne afin de pérenniser un cadre unitaire utile pour diverses mobilisations ...

Les Alternatifs en tout cas sont pleinement engagés dans ces mobilisations citoyennes à la base et seront partie prenante de ces évolutions. ■

Jacques THOMAS

## Restaurant solidaire

*La Table de la Fonderie, le restaurant solidaire de Mulhouse*

**D**epuis 2009, l'association *Cité Solidaire* met au goût du jour le principe de mixité sociale grâce à son nouvel espace de solidarité : *La Table de la Fonderie*, restaurant solidaire. Ce restaurant se situe au 21, rue du manège, au cœur du quartier de La Fonderie, fortement identifié à son passé historique industriel par la présence de la SACM.

Pour Brigitte « *La Table de la Fonderie doit donner la possibilité à tous de venir apprécier, dans un même espace, un moment de détente et de plaisir au restaurant* ». C'est pourquoi, le conseil d'administration de l'association, composé de huit membres, s'attache à travailler sur trois actions principales : la politique tarifaire, l'insertion sociale et économique, et l'animation du lieu.

### La politique tarifaire

Le restaurant vous propose chaque midi, du lundi au vendredi, un menu du jour complet. Composé d'une entrée, d'un plat et d'un dessert, le menu se différencie uniquement sur le prix : plein tarif (10€) ou tarif solidaire (6€). Le tarif solidaire,

comme outil d'accessibilité au plus grand nombre, est à destination des personnes à faibles ressources comme les demandeurs d'emploi, les personnes au RSA ou autres minimas sociaux et les étudiants.

### L'insertion sociale et économique

Agréé chantier d'insertion par les services de la direction du travail, le restaurant accueille une équipe de huit salariés maximum, embauchés en contrat d'insertion de six mois renouvelable jusqu'à deux ans. En cuisine, on trouve un chef cuisinier accompagné de deux cuisiniers en insertion et de deux stagiaires. Au service, une responsable de caisse accompagne trois personnes à l'organisation générale du service. Toutes ces personnes en démarche d'insertion socio-économique, sont elles-mêmes suivies par la coordinatrice du projet, dans une dynamique de formation continue.

Et si vous voulez en savoir plus, retrouvez toutes les informations nécessaires sur notre site Internet [www.table-fonderie.fr](http://www.table-fonderie.fr). ■

**Roger WINTERHALTER**

## UNE BOURSE A PROJETS

### EXPÉRIMENTONS UNE AUTRE MANIÈRE DE VIVRE ENSEMBLE

**L**e Monde va mal (c'est le moins que l'on puisse dire), notre société est non seulement en crise, mais la faillite nous attend à courte échéance.

Alors... alors... faut-il se contenter de se lamenter, de condamner (à juste raison) le système capitaliste ou alors ne faut-il pas plutôt nous inspirer des actions, des projets qui fleurissent un peu partout et de mettre en place une véritable BOURSE A PROJETS ?

En effet, en étant attentif à ce qui se passe autour de nous, on se rend compte que des expérimentations alternatives qui s'inspirent de nos valeurs existent et... nous permettent de retrouver espoir.

**Lors de la dernière coordination, j'ai proposé d'ouvrir, dans Rouge & Vert, une rubrique qui permettrait :**

- De nous rendre compte de ce se passe ici et ailleurs ;
- De créer du lien entre les différents acteurs ;
- De s'en inspirer ;
- D'en tirer les conclusions politiques qui s'imposent.

### Alors... allons-y, démontrons :

- Que nos réflexions aboutissent concrètement à des actions sur le terrain ;
- Que cela est non seulement nécessaire mais possible.

C'est dans cet esprit, que je viens de rédiger un petit article sur notre restaurant de Mulhouse (ci-dessus)! En espérant que d'autres nous feront découvrir régulièrement leurs initiatives.

Salü Binander (Salut à vous) ■

**R.W.**

## Quelle stratégie

*Intervention de Bruno Della Sudda, au nom des Alternatifs, aux journées d'étude de la Gauche Anticapitaliste le 12 janvier sur le thème « Révolution citoyenne, mobilisation populaire, mouvements d'en bas : quelle stratégie pour la transformation sociale ? »*

A quelques milliers de km de nous plus au sud, on a commencé en Tunisie, et ce sera bientôt le cas en Egypte, à fêter le second anniversaire de la révolution et pour beaucoup de celles et ceux qui ont fait cette révolution, le choix des dates, qui n'a rien d'anodin, s'est porté sur le déclenchement plutôt que sur la chute de Ben Ali ou de Moubarak : ainsi, c'est bien la révolution en tant que processus qui est célébrée

De manière plus générale, nous subissons de plein fouet une crise globale, une crise de civilisation aux multiples dimensions

Les révolutions arabes sont, au fond, une illustration de l'une des dimensions de cette crise globale, dimension souvent oubliée : sa dimension géostratégique

Une illustration en ce sens que les révolutions arabes se situent dans le prolongement des révolutions anti-coloniales du XX<sup>e</sup> siècle, dans le contexte d'un monde aujourd'hui multipolaire, et cette dimension géostratégique de la crise, ce n'est rien de moins, au Nord, que le début de la fin de son hégémonie de plus de cinq siècles sur le monde

Cette crise globale et multiforme ne laisse pas de marge aux capitalistes pour concéder des réformes substantielles ou un réel aménagement, digne de ce nom, du système : il n'y a pas de place aujourd'hui pour ce qu'on a longtemps appelé le réformisme et qui a pu, par exemple au moment du New Deal keynésien puis durant les Trente glorieuses en Europe occidentale, représenter une perspective crédible, même si cette perspective n'était pas la nôtre, pour une partie de la gauche et plus précisément pour la social-démocratie

Ce qui s'est produit ensuite, une fois terminée la phase des Trente glorieuses, annonçait déjà ce que nous vivons aujourd'hui : l'espace du réformisme s'est restreint au point de disparaître du paysage politique

Et le bilan est accablant : partout en Europe où les forces incarnant ce

## pour la transformation sociale ?

réformisme ont été pouvoir depuis 30 ans, hormis quelques très brèves et très rares exceptions comme en France en 1981/1982, ou en Allemagne au début des années 2000 sur des terrains non négligeables tels que la citoyenneté raccordée au droit du sol ou la question énergétique et nucléaire, le bilan est quasi-nul en terme de réformes au sens premier et fort du terme : des mesures de vrai changement permettant d'améliorer les conditions de vie du plus grand nombre

Cela concerne surtout la social-démocratie et accessoirement les partis verts : au mieux leur présence au pouvoir et au sommet de l'Etat n'a rien apporté de positif à une échelle significative, au pire elle a accompagné voire accentué la dérive néo-libérale, dans une optique de gestion du capitaliste

Du coup, pour la transformation de la société, sauf à renoncer, c'est bien la révolution qui est de retour, après avoir été l'objet d'un rejet massif y compris dans les milieux populaires hostiles au capitalisme, dans les dernières décennies du XX<sup>e</sup> siècle

### 3 REMARQUES À PRÉSENT POUR COMPLÉTER CETTE INTRODUCTION :

#### · La Révolution, oui, mais une Révolution à réinventer

Parce que l'échec du réformisme post-Trente glorieuses a été précédé par un autre échec : celui des révolutions anticapitalistes du XX<sup>e</sup> siècle, échec plus grave encore, même si des avancées importantes ont été obtenues en terme d'égalité d'accès à la santé, l'éducation ou la culture, car la confiscation des révolutions par un parti unique s'est accompagnée de régressions démocratiques et d'horreurs sur le plan des libertés et de l'émancipation humaine avec le Goulag, et tout cela a longtemps discrédité l'idée même de révolution. Celle-ci doit donc impérativement être repensée, réinventée

Parce qu'aussi la révolution est de manière générale -et nous le voyons sous nos yeux avec les révolutions arabes, l'octobre russe de 1917 était de ce point de vue une sorte d'exception- non pas un moment bref mais bien un processus, comme d'ailleurs le plus souvent dans l'Histoire, d'où la terminologie de révolution longue que nous employons depuis le congrès des Alternatifs de 2000.

Un processus qui n'a rien de linéaire, complexe et fait d'une accumulation de conquêtes, de ruptures, de seuils ou de

paliers, en émettant l'hypothèse que ces ruptures ne sont pas toute équivalentes les unes les autres et que l'une d'entre elles correspondra à un moment décisif d'expropriation des capitalistes et d'affrontement avec l'Etat... et à l'amorce de la transition vers la société alternative, ce qu'autrefois on appelait le socialisme, un terme qui pose question aujourd'hui -comme le terme communisme d'ailleurs. Partant de cette hypothèse, le vieux clivage réforme/révolution, cher aux débats du mouvement ouvrier, particulièrement du premier XX<sup>e</sup> siècle, est-il aujourd'hui caduc ?

#### On peut répondre oui et non à un tel questionnement.

**Oui**, dans un sens : si l'on considère que d'une part, il n'y a plus de réformisme, son espace ayant disparu dans la crise -ce qui ne veut pas dire qu'il n'existe plus de force politique réformiste, mais s'il en reste ce n'est pas la social-démocratie qui exprime aujourd'hui ce réformisme-... et que d'autre part, la révolution ne prendra probablement plus les formes d'un moment fulgurant de type prise du Palais d'Hiver en 1917.

Mais dans un autre sens, la réponse est **non** : si l'on soumet la transformation de la société aux échéances électorales et aux institutions -ce qui est différent du fait d'avoir recours au suffrage universel pour valider un processus révolutionnaire en cours par exemple, ou d'avoir en tant que révolutionnaires une présence dans les institutions-, si on esquivait la question du pouvoir populaire ou qu'on le relègue au second plan, il y a là une optique réformiste à laquelle on peut opposer une logique exactement inverse, celle de la révolution longue, de la priorité au pouvoir populaire et à la stratégie autogestionnaire

#### QUEL LIEN ENTRE CRISE DE CIVILISATION, RÉVOLUTION LONGUE ET STRATEGIE AUTOGESTIONNAIRE ?

La crise est donc globale et multidimensionnelle : économique et financière, avec les conséquences sociales dramatiques pour les milieux populaires, une partie des couches moyennes et de la jeunesse -et cela dessine en retour le bloc politico-social à construire pour la transformation de la société-, mais elle est aussi démocratique -la démocratie représentative et la représentation politique, au Nord comme au Sud, sont complètement discréditées et c'est hélas à juste titre-, écologique

-avec une crise comme l'Humanité n'en a jamais connu, qu'on ne saurait limiter à sa dimension climatique et qui exige une reconversion d'ensemble de l'économie, géostratégique enfin, comme dit précédemment

Cette crise globale et multiforme produit des effets contradictoires : elle détruit, elle écrase, elle raréfie les victoires partielles dont on a pourtant tant besoin dans le rapport de forces, elle démoralise... mais son caractère multidimensionnel alimente en retour des contestations multiformes, des luttes et des résistances sur des terrains très divers au travers desquels s'articulent contestation radicale et antisystème et propositions alternatives -et c'est l'un des éléments qui expliquent l'émergence de l'antimondialisation mutée très rapidement en altermondialisme, en tant que nouveau mouvement d'émancipation de notre temps

Et en réponse à cette crise d'ensemble, il faut répondre par un projet global, un véritable projet alternatif de société. Voilà pourquoi c'est dès aujourd'hui, et nous le voyons sous nos yeux, que ces résistances sont indissociables de ce que nous appelons pratiques alternatives et des expériences autogestionnaires, à travers lesquelles on donne à voir ce que sera demain la société alternative, sur les terrains de la production, de la consommation, de la culture, de la vie locale

Ainsi, en accumulant des forces et en démontrant qu'on peut faire autrement, qu'on n'a besoin par exemple ni d'une hiérarchie, ni d'un patron ou d'un chef qu'on peut remplacer par un travail d'équipe et en réseau, par des assemblées et des conseils, on réactualise le concept d'hégémonie gramscienne, on contribue à délégitimer le capitalisme et l'ordre existant, on prépare dans les mobilisations citoyennes et les mouvements sociaux d'aujourd'hui les ruptures nécessaires

La stratégie autogestionnaire part de cette hypothèse : l'autogestion est à la fois un chemin, un moyen et un but. Mais alors comment la relier à la question de la prise de pouvoir et en quoi doit-elle être au coeur d'un projet alternatif au capitalisme ?

Nous partons d'une seconde hypothèse : ni consécutive au « grand soir » ni consécutive à une « révolution par les urnes », l'autogestion précède et prépare les ruptures ; l'autogestion n'est cependant généralisable que combinée au terme d'un processus, celui d'une révolution longue

Dans cette optique, que penser du double

pouvoir théorisé par les classiques du marxisme-révolutionnaire et du pouvoir populaire, le « poder popular » qu'on avait vu se déployer, sur fond d'auto-organisation et même de manière parfois embryonnaire au moment de l'Unité populaire au Chili en 1973 ou de la Révolution des Oeillets au Portugal en 1974/1975 ?

On peut émettre l'hypothèse que les conseils ouvriers et paysans sous leur forme russe ne sont plus de ce temps mais cela n'épuise en rien la question toujours fondamentale du pouvoir populaire qu'on peut appeler aujourd'hui pouvoir citoyen, sur les lieux de travail comme dans les territoires et qui s'exprime sous des formes très diverses de nos jours, comme on le voit dans le processus bolivarien au Venezuela par exemple ou ailleurs en Amérique latine. Car ce pouvoir populaire, ce pouvoir citoyen dirions-nous aujourd'hui, reste pour nous la clé de la transformation de la société, aujourd'hui comme demain, malgré toutes leurs limites, les forums citoyens ou assemblées citoyennes... etc, préfigurent et annoncent les formes qu'il prendra à l'avenir.

Pour nous, ce n'est pas l'Etat qui transforme la société mais celle-ci qui s'émancipe elle-même, l'Etat dans l'Histoire renforce et reproduit l'ordre existant.

Disant cela, nous ne confondons pas l'Etat d'une part et d'autre part, sphère publique, appropriation sociale, propriété publique ou services publics.

S'agit-il de la révolution citoyenne ? C'est à qui la propose qu'il faut poser la question mais on peut observer deux éléments contradictoires à propos

de cette terminologie : en positif, est associée à cette expression toute la dynamique politico-sociale, très riche, du processus commencé et en cours, qui a déjà conduit à des avancées majeures et de vraies réformes et ruptures sur le plan social comme sur le plan démocratique en Amérique latine ; en moins positif, le fait que cette expression ne rend pas compte d'une nécessaire rupture particulière, ce moment décisif évoqué d'expropriation capitaliste évoqué plus haut, et qui à ce jour n'est intervenu nulle part dans l'Amérique latine de ce XXI<sup>e</sup> siècle...

### STRATEGIE AUTOGESTIONNAIRE, PROJET ALTERNATIF, PARTI-MOUVEMENT

La stratégie autogestionnaire et l'élaboration d'un projet alternatif sont liées dans une dialectique ; l'autogestion est aussi une culture, cette culture est une condition de la révolution et elle exige tout à la fois une démocratisation de la production et d'autres rapports de propriété, de même qu'elle nous impose l'invention de nouvelles institutions politiques à toutes les échelles, du local au mondial, et d'une articulation à inventer entre démocratie directe et démocratie représentative.

Cette articulation est-elle vouée à être harmonieuse ?

On peut émettre l'hypothèse que non. Et en cas d'articulation conflictuelle, nous choisissons ce qui vient d'en bas et du pouvoir populaire, c'est peut-être un élément et un exemple de pertinence du clivage réforme/révolution et de son caractère toujours d'actualité !

Le projet alternatif sera autogestionnaire et sera aussi le projet de l'émancipation humaine et de l'égalité des droits, contre toutes les oppressions et discriminations ; il sera encore et tout autant celui du féminisme en tant qu'égalité des droits et droits spécifiques des femmes, de l'écologie en tant qu'objection de croissance et alterdéveloppement, du partage des richesses enfin, reprenant et prolongeant les aspirations qui se sont exprimées au travers des références socialistes et communistes.

Toutes ces dimensions du projet alternatif sont liées les unes aux autres, sans hiérarchie, ce qui différencie ce projet, à la fois :

- du «vieux paradigme rouge » cher à la tradition communiste et à l'extrême-gauche qui a prétendu tout au long du XX<sup>e</sup> siècle réduire tous les problèmes de société à la seule contradiction capital-

travail puis les résoudre mécaniquement par la révolution socialiste ;

- du «nouveau paradigme vert» cher à une partie des écologistes de la fin du XX<sup>e</sup> siècle qui prétend les expliquer et les résoudre, lui, par la seule référence à l'écologie.

Enfin, nous devons repenser le rôle et la fonction des forces politiques, tellement discréditées aujourd'hui -et c'est un élément de la dimension démocratique de la crise globale.

Malgré ce discrédit, les forces politiques sont pourtant indispensables à l'élaboration d'un projet, d'une nouvelle synthèse.

Une synthèse à laquelle peuvent, certes, fortement contribuer les forces associatives ou syndicales sur telle ou telle question liée à ce qui les constitue de manière spécifique, mais ces forces ne peuvent elles-mêmes produire une telle synthèse, généraliste... même si parfois elles produisent plus de politique, dans leur domaine, que les partis politiques traditionnels eux-mêmes.

Généralistes, les forces politiques ont donc une fonction irremplaçable.

Ce projet, ce n'est pas un projet clé en mains, c'est une orientation générale et cohérente, ce sont des lignes de force et il ne pourra s'élaborer que dans un lien étroit avec les luttes, les expériences, les pratiques qui déjà donnent à voir la société de demain.

Oui, nous avons besoin d'une force politique alternative dans cette optique, c'est ce que nous appelons pour notre part le parti-mouvement.

Pas pour diriger, confisquer, manipuler ou même prétendre au « débouché politique », formule malheureuse qui reproduit un rapport de subordination et de hiérarchie.

Mais bien pour animer, pour aider à l'auto-organisation, à la réflexion, et pour traduire dans les mobilisations comme dans les institutions les aspirations à une alternative qui s'expriment dans la société, ce qui est différent du « débouché politique ».

Bref, un parti-mouvement qui reprend à son compte le meilleur de l'héritage des partis du mouvement ouvrier d'autrefois -la mémoire, l'ancrage populaire, la synthèse, les fonctions de socialisation- mais qui s'en sépare en terme de fonctionnement pour inventer des formes nouvelles faites de souplesse, d'horizontalité, de pluralisme, de droit à l'expérimentation, des formes démocratiques et autogestionnaires dès maintenant... et des relations égalitaires avec les associations et les forces syndicales. ■

**La guerre au Mali  
a entraîné  
un débat au sein  
des Alternatifs.**

**Ce débat  
s'exprimera  
dans les colonnes  
du prochain  
Rouge&Vert.**



# La réforme Fioraso, un fiasco ?

**N**on, évidemment, il y a des idées très intéressantes (sic!).

Partager enfin le constat de la fausse bonne idée de la compétition et des concours : les BTS et IUT ne seraient plus les annexes des prépa pour les bachelier-ère-s du général refusé-e-s... Les bachelier-ère-s professionnel-le-s et technologiques « seront désormais prioritaires », sous le contrôle du recteur. Toutefois, ces bachelier-ère-s retrouveront-ils-elles l'année confisquée et les ateliers réduits par Xavier Bertrand ? Et les élèves de classes préparatoires à l'élite, iront-ils-elles suivre les cours proposés à l'université ? Ou est-ce une façon à peine cachée de céder ces formations hors normes européennes aux bachelier-ère-s négligé-e-s, futurs asservi-e-s au travail précaire ?

La parité au conseil d'administration est une très bonne idée (même on s'étonne qu'elle soit encore posée, hein?). Mais le problème se posera autrement quand il s'agira de composer la liste des professeur-e-s, par grands domaines... quoi, des femmes professeur-e-s ?

Un « conseil académique » qui regroupe CS et CEVU, une bonne idée, peut-être,...mais les prérogatives sont renversées : de conseillers, ils deviennent « organisateurs », comme dans la LRU hyperprésidentielle.

**Mais la communauté universitaire va payer très cher.**

En terme de formation, un rabais imbattable, mais pas pour tout le monde !

Diviser par 15 le nombre de licences générales « aux intitulés hyper pointus », c'est aussi, par un souci de normalisation venu de la DG Recherche (réforme LMD), supprimer toute la diversité des champs de recherche et de diffusion de connaissances.

Certes, tout-e enseignant-e-chercheur-se s'est vu confronté-e à la « copie » d'une licence ou d'un master par des collègues...mais ces travers de la communauté universitaire ne justifient pas de lisser le tout d'un ordre de grandeur ! Un séisme dans la vie universitaire, et la forclusion de toute créativité ou spécificité clairement affichée.

D'ailleurs, ce parti n'est pas celui pris pour les licences professionnelles, qui « ne devraient pas être touchées » alors qu'elles sont une fois et demi plus nombreuses. Pour quelles raisons ?

Parce que « discutées avec les organisations professionnelles » ? La communauté universitaire serait-elle moins diverse que la société ? C'est mal la connaître !

**Mieux encore.**

Sous le titre « *La réussite de tous les étudiants* », déjà pas très paritaire, se cache une vision anglo-saxonne du commerce des études, car « les étudiants évalueront leurs formations »... Quel autre moyen que de lisser encore les comportements et interdire toute exigence du maître à l'élève en vue de son propre dépassement ? Il s'agit d'un renversement qui a poussé les départements de Harvard à rivaliser de petits fours et de cadeaux lors des inscriptions...ou comment apprendre la corruption aux étudiant-e-s avant même de s'inscrire à l'université, devenue payante (?)

Plus grave, le sort de la culture, de l'armée et de l'élevage : dans une logique similaire de simplification, la centaines d'écoles spécialisées, sous la tutelle d'autres ministères et qui représentent à elles seules la taille d'une grosse université (50 000 étudiant-e-s) doivent se coordonner avec l'enseignement supérieur et la recherche, afin de trouver elles aussi un format acceptable dans la nomenclature européenne. Un signe fort du démantèlement – selon le dogme de la commission européenne- d'une carte complexe de formations en France, héritée de plusieurs siècles d'histoire mouvementée. Histoire de pouvoir entrer en concurrence « non faussée » avec les autres pays ?

**En terme de « gouvernance », un retour vers les féodalités ?**

Sous couvert de collégialité et de démocratie, les moyens de la politique universitaire (stratégie, budget et management (sic!)) seront confiés à un conseil d'administration « moins présidentialisé », hybride et sans majorité :

- la prime majoritaire à la liste gagnante est supprimée,
- les élus locaux et autres personnalités auront un droit de vote.

A qui veut noyer la collégialité et le consensus dans la décision ne trouvera pas meilleurs outils !

Et les régions pèsent lourd dans le budget...

Mieux (sic!). Là où les élu-e-s évincé-e-s du processus de décision se retrouvent, devient un « conseil académique », dont les prérogatives seront la mise en œuvre – organisation des formations,

de la recherche et de la vie étudiante - décidée par le bailli de la gouvernance.

Et ce modèle s'étend à une échelle plus large, puisque les universités sont contraintes de choisir : fusionner ou se fédérer au moyen d'une « communauté », de la même façon que les territoires se sont regroupés en communautés de communes ou d'agglomération – une processus antidémocratique par l'exemple. Et c'est avec la « communauté », fédération d'universités et autres (il suffit d'une université) que l'Etat contractualise. C'est l'heure de la grande simplification : diviser le nombre de contrats d'établissements par 5 ! Presque un ordre de grandeur, encore !

**Enfin la recherche...**

...poursuit son asservissement au dogme de la commission. C'est un « conseil pour la science et la technologie »...et non pour la science et la société, composé de scientifiques (sic?), qui sera en charge de la définition des axes de recherche, conformément à l'agenda européen (efficacité énergétique, énergies renouvelables, santé, vieillissement etc.). Et la vision de la société à bâtir dans tout ça ?

**Le bouquet final : l'orientation des étudiant-e-s**

Dans un tel magma de réformes arbitraires...elle devient un service public confié aux régions...

Probablement pour remplir les collèges universitaires : ceux, restants, qui n'émargent pas au dogme de Bruxelles et « ne font pas de recherche ».

**Le résultat des assises ?**

N'y voyons que la suite et l'accélération du programme engagé en 2006, Fioraso n'a aucune créativité, mais bien une obsession, la simplification par le chiffre : divisons, divisons, divisons...un slogan tenace, n'est-ce pas ?

Et ils-elles s'épuiseront encore et pour longtemps, avec crayons et papiers, bouts de chandelles et salle non chauffée pour faire avancer la connaissance de la société

**MADOUIC**

(basé sur les infos fournies dans l'article de Le Monde, 15/01, de Nathalie Brafman et Isabelle Rey-Lefebvre, p.8, le rapport Le Déaut fait 170 pages)

# Amériques Latines : Émancipations en construction

Si comme nous rappelle Franck Gaudichaud « *la région n'a pas pour autant connu d'expérience révolutionnaire au sens d'une rupture avec les structures sociales du capitalisme périphérique* », les nombreuses mobilisations, les expérimentations sociales, y compris dans leurs versants institutionnels, les affrontements partiels avec la logique marchande du capital secouent l'ensemble du sous-continent. S'il est « *indispensable de prendre en compte la temporalité propre de la région (bien qu'intégrée à un tout mondial) et ses formations sociales spécifiques* », dont ce que l'auteur nomme « *Amérique indo-afro-latine* », les formes de « *poder popular* », les expériences en cours « *esquissent la cartographie, morcelée, d'autres mondes possibles* ».

Nous devrions les étudier comme des processus naissants « *des entrailles même des conditions matérielles et subjectives du capitalisme latino-américain, de sa violence, de son exclusion, dans lesquels ils sont immergés* ». Loin des simplifications, « *nous sommes face à un sujet émancipateur pluriel et complexe* ».

Franck Gaudichaud discute aussi du pouvoir, du « *changer le monde en transformant le pouvoir et... la société* », des gauches gagnant le gouvernement, « *sans que le peuple ne gagne pour autant le pouvoir, ni que cela ne signifie un processus de rupture* » en citant Éric Toussaint. Si la question n'est pas la réalisation immédiate d'un autre monde possible, il s'agit cependant bien « *de son commencement, condition essentielle pour toute avancée future* ». Et de ce point de vue, les questions du pouvoir, des pouvoirs sont incontournables.

« *Ce petit livre collectif est une invitation au voyage, au débat le plus large et à penser d'autres possibles pour demain. Une invitation au "principe espérance" et à l'optimisme que défendait le philosophe Ernst Bloch, par delà les catastrophes et la barbarie qui guettent* ».

Avant d'aller plus avant, je voudrai soulever un problème de terminologie, présente, entre autres, dans l'article d'Hervé Do Alto, mais qui parcourt bien des débats actuels. Il s'agit du concept d'ethnisation. Je ne discuterai pas de la qualité ou des défauts du terme lui-même, ni de celui d'ethnicité, mais des faibles contextualisations sur le sujet.

La communauté majoritaire se considère comme neutre (masculine) et universelle, sans couleur (blanche), sans "ethnicité". Les dominé-e-s revolté-e-s se reconstruisent comme humain-e-s plus "complet-e-s", reformulent les caractérisations majoritaires, les stigmatisations, les effets de visibilité/invisibilité. De ce point de vue, "l'ethnisation" des populations, de combats sociaux, « *la remise en cause de la subalternité de groupes sociaux* », sont aussi le dévoilement du faux universel de la communauté majoritaire, de l'ethnicité majoritaire. Il n'y a pas d'ethnicité sans relation aux d'autres ethnicités.

## Sommaire :

- Franck Gaudichaud : *Pouvoirs populaires latino-américains. Pistes stratégiques et expériences récentes*
- Pauline Rosen-Cros : *Quand le Mexique s'insurge encore*
- Hervé Do Alto : *Indianisme et ethnisation en Bolivie : vers une démocratie postcoloniale ?*
- Mila Ivanovic : *Venezuela : démocratie participative en temps de « révolution »*
- Flora Bajard, Julien Terrié : *Brésil : la Commune du 17 avril*
- Mathieu Le Quang : *Équateur : écosocialisme et « bien vivre »*
- Anna Bednik : *Quand l'agroécologie tisse « des liens qui libèrent » : une expérience colombienne*
- Sébastien Brulez : *Contrôle ouvrier et autogestion : le complexe industriel Sidor au Venezuela*
- Nils Solari : *Argentine : entreprises récupérées et innovation sociale et nouvelle approche de la richesse*
- Richard Neuville : *Uruguay : quatre décennies de luttes des « sans terres urbains »*
- Jules Falquet : *Les femmes contre la violence masculine, néolibérale et guerrière au Mexique*

Je n'évoque que quelques éléments traités, sans précision des pays, dans ce riche petit livre : l'Assemblée populaire des peuples de Oaxaca et la production pour le bien commun ; la place des indigènes en Bolivie, consubstantiel à la naissance de cet État ; l'ethnisation comme légitimation de la présence dans des espaces desquels les indiens occupaient une place marginale ; le rôle des paysan-ne-s ; les pratiques de participation et les conseils communaux ; l'acampamento urbain comme « projet d'émancipation de chacun.e en tant que sujet, mais aussi le devenir collectif » ; la mise en œuvre conjointe du droit au

logement et du droit du travail ; l'écosocialisme et le « bien vivre » ; les biens communs mondiaux ; l'agroécologie et la récréation des « systèmes de vie » (« elle est vécue » comme un tout », comme un "système de vie", une façon de penser les écosystèmes et de penser en écosystèmes ») ; le contrôle ouvrier et l'autogestion ; la récupération d'entreprises ; les structurations sous forme de coopératives ; l'innovation sociale ; la rotation des postes d'animation ; les nouvelles approches de la richesse ; les coopératives de logement et le concept de propriété collective, etc.

Toutes ces expériences (re)créent et font vivre des liens « *Des liens qui les constituent et qui leur donnent la force de construire. Des liens qui libèrent* ».

En décalé avec les présentations des expériences d'auto-organisation, de réappropriation des biens, de réorganisations des relations sociales, mais paradoxalement faisant ressortir des carences de présentation en terme de genre, l'article de Jules Falquet sur les féminicides et la violence masculine au Mexique, n'en reste pas moins nécessaire. Car si les violences touchent l'ensemble des dominé-e-s, celles subies par les femmes le sont aussi et surtout parce qu'elles sont femmes. La dénonciation des violences sexuelles n'est pas un à coté des questions sociales, « la violence imposée par/ pour la mondialisation néolibérale est essentiellement une violence masculine, raciste et classiste, qui indirectement et directement, frappe principalement les femmes, surtout les plus appauvries et racisées ». La lutte contre l'impunité « du continuum des violences physiques, sexuelles et économiques » est une des conditions de la possibilité même de reconstruction d'une hégémonie alternative pour l'émancipation de toutes et tous. Des expériences d'émancipation en construction, à faire connaître très largement. ■

Didier Epszajn

[http://entreleslignesentrelesmots.wordpress.com/2013/01/10/des-liens-qui-Les-Cahiers-de-l'emancipation : Amériques Latines :](http://entreleslignesentrelesmots.wordpress.com/2013/01/10/des-liens-qui-Les-Cahiers-de-l'emancipation-Amériques-Latines)

## Émancipations en construction

Coordonné par Frank Gaudichaud  
Éditions Syllepse / France Amérique Latine, Paris 2013, 136 pages, 8 euros



## UN AUTRE MONDE EST POSSIBLE ET NECESSAIRE

Chômage, précarité, exclusion et pauvreté, inégalités femmes/hommes, guerres... Le Monde est à transformer. La mondialisation capitaliste marginalise des millions de personnes et met en péril l'équilibre écologique de la planète. Nous voulons un autre Monde. Il se construit de mobilisations en forum sociaux. Nous affirmons qu'il est possible de construire une gauche alternative pour une société solidaire, féministe, écologiste et autogestionnaire.

## ROUGES

Les Alternatifs agissent pour un nouveau projet d'émancipation sociale; un projet autogestionnaire qui prenne en compte le meilleur des aspirations sociales, féministes et écologistes; un projet pour l'égalité et contre toutes les discriminations, contre toutes les dominations, le racisme, l'homophobie. Contre le capitalisme ultra-libéral et autoritaire qui détruit les acquis sociaux et marchandise nos existences, nous défendons pour toutes et tous le droit à un revenu permettant une vie épanouissante, le droit au logement, à la santé, à l'éducation et à la culture.

Face à l'offensive libérale planétaire, il faut un changement radical et profond: Une révolution. Pas un "grand soir", mais une révolution longue s'enrichissant des mobilisations sociales, d'expériences, de critiques, de débats avec le plus grand nombre (individus, syndicats, associations, formations politiques). Les Alternatifs sont partisans de la convergence des luttes et internationalistes. C'est à l'échelle de l'Europe et du Monde, particulièrement avec le Sud, qu'il faut agir et penser le changement de société et l'émancipation humaine.

## AUTOGESTIONNAIRES

La transformation radicale de la société nécessite la mobilisation, l'engagement de toutes et tous, une démocratie active:

Dans le champ économique : nouveaux droits pour les travailleurs; remise en cause des hiérarchies; développement du contrôle des salariés sur la marche des entreprises et la finalité de la production; appropriation sociale: Nous sommes favorables à la reprise ou à la création autogestionnaire des entreprises par leurs salariés.

Nous voulons défendre les services publics pour les transformer, et les transformer pour les défendre, notamment

en développant le droit de contrôle et d'intervention des salariés et usagers. Il y a urgence pour les quartiers populaires et les zones rurales.

Dans le champ politique : développement de la démocratie directe (assemblées citoyennes, budgets participatifs, référendums d'initiative populaire...); contrôle et révocabilité des élu(e)s par les citoyen(ne)s; droit de vote et d'éligibilité pour les résidents étrangers à toutes les élections..

Pour une Europe sociale, écologique et démocratique; pour des institutions internationales au service des Peuples.

## VERTS

Nous n'avons pas le culte d'une nature idéalisée, mais nous dénonçons la logique du profit et du

productivisme. La crise écologique est là avec les perturbations climatiques. Les ressources naturelles ne sont pas infinies. L'alter-développement est notre réponse pour le futur: Agriculture paysanne et autonomie alimentaire; refus du pillage des ressources naturelles; aménagement équilibré des territoires et relocalisation des activités; abandon du nucléaire; politique globale d'économies d'énergie et de recours aux énergies renouvelables; utilité sociale plutôt que règne de la marchandise.

L'écologie est une dimension essentielle de notre projet d'émancipation; un projet à l'échelle de la planète.



## FEMINISTES

Il n'y aura pas de véritable démocratie, ici ou ailleurs tant que les femmes auront un statut mineur.

Les Alternatifs combattent pour l'émancipation de toutes et tous, pour la conquête de droits fondamentaux. Pour une égalité réelle entre femmes et hommes: Politique, avec une parité effective; sociale et professionnelle, contre la précarisation, le temps partiel imposé et les inégalités salariales; dans la sphère privée. Pour une éducation libérée de ses modèles sexistes, le libre accès à la contraception et à l'avortement, contre la marchandisation des corps et les violences faites aux femmes. Pour un changement de regard sur l'éducation des enfants et le développement de structures d'accueil adaptées aux besoins des parents.

## PAS D'AUTRE POLITIQUE SANS POLITIQUE AUTREMENT

Crise de la représentation politique, crise de l'engagement, replis sur soi... Il est urgent de faire de la politique autrement. Nos exigences autogestionnaires s'appliquent à nos modes de fonctionnement: L'adhérent-e n'est ni un petit soldat ni un carriériste. Il dispose d'une large autonomie d'action et de possibilités d'intervention garanties par nos statuts.

Notre mouvement est un lieu de coordination et d'échanges, d'implication dans les luttes, d'élaboration collective et de débats. Les

responsables nationaux sont des bénévoles, mandatés par la coordination des groupes locaux. Ils appliquent les décisions prises par celle-ci.

Les Alternatifs sont une formation politique ouverte et unitaire. Pour eux, luttes sociales et action politique doivent converger sur

un pied d'égalité. Ils sont prêts à s'engager dans les institutions si cet engagement contribue à la transformation de la société, mais ils refusent les dérives gestionnaires et la politique-spectacle. L'action collective, la construction d'un projet d'émancipation sont primordiaux.

Rouges, verts, féministes, autogestionnaires, actifs dans les Forums Sociaux, nous sommes partie prenante du mouvement altermondialiste.

# 2013 : ANNÉE ROUGE ET VERTE

**L**e calendrier de travail des Alternatifs pour 2013 s'esquisse

Une démarche en vue de la convergence des forces de gauche alternative, des propositions que nous porterons dans les villes et départements, comme dans les échanges avec nos partenaires.

La participation active à la campagne contre la politique d'austérité que le Front de Gauche engage dès janvier 2013, nous y apporterons nos propositions pour la réduction du temps de travail, la reconversion de l'économie, l'appropriation sociale.

L'engagement dans les mobilisations, de Notre Dame des Landes aux luttes contre les plans de licenciements ou pour l'égalité des droits entre toutes et tous, et une forte participation au Forum Social Mondial de Tunis en juin.

Un calendrier d'initiatives portées par les Alternatifs, comme notre université d'été fin Mars 2013, dont le fil conducteur sera «L'Autogestion : pratiques et stratégie ; révolution longue, expériences ou expérimentations sociales et écologiques», ou en coopération

avec d'autres, comme la Foire à l'Autogestion début juin 2013.

Une activation de notre réflexion collective autour des commissions Education, Féminisme, Internationale, Ecologie, et du groupe de travail Economie, et l'élaboration d'une Charte municipale

Et tous nos, vos, combats quotidiens.

La presse des Alternatifs, *Rouge&Vert* et la *Lettre des élus Alternatifs*, rendra compte, contribuera à tous les débats de la vraie gauche.

Si les coûts de production de la presse écrite se font plus lourds, nous ne baissons pas les bras.

Nous serons cependant amenés à découpler dans le temps la parution de *Rouge & Vert* et son envoi aux abonnéEs et sa mise en ligne sur le site des Alternatifs, à laquelle nous tenons

Nous allons également procéder à une remise à jour complète du fichier des destinataires, qui sera achevée dans les prochaines semaines et conduira à la cessation d'envois gratuits.

50 euros c'est peu pour élargir la brèche autogestionnaire et écolo :

## ABONNEZ VOUS !

NOM

PRENOM

ADRESSE

Je m'abonne en 2013 à la presse des Alternatifs  
(*Rouge&Vert* et la *Lettre des éluEs Alternatifs*)

Je rejoins en 2013 les Alternatifs

Chèque 50 euros à l'ordre de «Rouge et Vert» : C'EST URGENT!  
Les Alternatifs 40, rue de Malte 75011 Paris